

ANARCHOSYNDICALISME!

2 EUROS N°117 /// AVRIL - MAI 2010 /// ISSN 1240-0009 /// CCPAP 0911 G 89086

**PREMIER MAI
POUR UN MONDE NOUVEAU**



_ PREMIER MAI, IL FAUT CHANGER DE MONDE
_ PRINTEMPS GREC : DANS LA SPIRALE INFERNALE DU
CAPITALISME / AUX PRISES AVEC LA STRATEGIE ETATIQUE
_ USA : EMPLOYEE FREE CHOISE ACT
_ SERBIE : ETAT-ETAU, ANTI-ANTI-FA ET VRAIS TERRORIS-
TES
_ ESPAGNE : BASTA YA DE EXPLOTACION!
_ ALLEMAGNE : STOPPT DIE REPRESSION GEGEN DIE FAU-
IAA BERLIN !
_ POLOGNE : GREEN WAY SMIERDZY

_ CHILI : LE CHEVAL DE TROIE, C'EST LA SOCIAL DEMO-
CRATIE / UN MOUVEMENT SOCIAL OUBLIÉ

.... ET AUSSI ...
UNE ABSTENTION QUI A DU SENS, ET DU BON ! _
LES IDENTITARISMES, C'EST LE CAPITALISME
PLUS LA GUERRE _
LE CADAVRE ETAIT A LA MORGUE,
MAIS PERSONNE NE S'EN ÉTAIT APERÇU _
FÉDÉRÉSEAU _
DEUX ACCIDENTS MORTELS DU TRAVAIL _

C.N.T - A.I.T

RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Anarchosyndicalisme !

7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

ABONNEMENT UN AN

Tarif normal : 10 euros Abonnement
de soutien :
20 euros ou plus

Libellez les chèques à :

CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

**POUR SAVOIR
SI VOUS ÊTES À JOUR :**

Le numéro qui figure en bas de la bande-
adresse est le dernier numéro compris dans
votre abonnement. Si ce numéro est inférieur
au numéro de publication qui figure sur la cou-
verture, vous êtes en retard. Si votre abon-
nement est à jour, ne tenez pas compte des
prospectus de relance qui peuvent être inser-
rés automatiquement dans le journal.

Anarchosyndicalisme ! est adressé gratuite-
ment sur demande aux prisonniers et à ceux
qui « n'ont pas les moyens »

**POUR DIFFUSER
ANARCHOSYNDICALISME ! AUTOUR
DE VOUS**

Vous pouvez recevoir plusieurs exemplai-
res pour les diffuser. Voir en page 19.

Les articles et des
infos en ligne sur les sites /

<http://cnt-ait-toulouse.fr>

<http://cnt-ait.info>
(CNT-AIT de Paris-Nord)

<http://cnt.ait.caen.free.fr/>
(avec forum)

Une fois encore, l'abondance des contribu-
tions reçues ne nous permet pas de tout
publier. Que ceux dont les textes ne peuvent
pas l'être faute de place ou sont en attente
veuillent bien nous en excuser.

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé
par des militants, salariés ou chômeurs.

Directeur : J. Pastor

**1er MAI :
IL FAUT CHANGER DE MONDE**

Le Premier Mai à une longue histoire, et parfois une histoire sanglante. Loin d'être un jour de « Fête du Travail », c'est un jour de lutte des opprimés du monde entier. C'est aussi un jour de mémoire, en souvenir des « Martyrs de Chicago » : Albert Parsons, August Spies, George Engel, Adolph Fischer, Michael Schwab, Samuel Fielden et Louis Lingg militants anarchosyndicalistes et ouvriers dont les quatre premiers furent pendus, les deux autres condamnés à la prison à vie et le dernier « suicidé » dans sa cellule, tout ça pour avoir porté une des plus grande lutte du prolétariat améri-
cain, un certain 1er mai 1886. Cent vingt quatre ans ont passé depuis. C'est beaucoup à l'échelle d'un humain. C'est peu à celle de l'histoire. Bien des choses ont changé depuis, pas l'essentiel. Une nouvelle société, un nouveau monde sont toujours à construire.

« Il viendra un temps où notre silence sera plus puissant que les voix que vous étranglez aujourd'hui », tels ont été les derniers mots d'August Spies. Aujourd'hui, malgré la chape de plomb des médias, malgré les répressions violentes ou insidieuses, malgré les trahisons des politiques et des appareils syndicaux, partout, presque partout dans le monde, des hommes et des femmes se lèvent pour s'opposer au capitalisme et à l'Etat. Ils le font parfois dans la confusion, parfois avec des illusions sur les institutions, mais il le font souvent avec courage, avec détermination, avec la volonté de réussir.

C'est à eux tous que, des USA au Chili, de la Pologne à l'Espagne en passant par la Serbie, sans oublier, même si ces pages n'y font pas direc-
tement référence tous les exploités qui en Asie, en Afrique ou en Océanie partagent les mêmes aspirations, que ce numéro d'*Anarchosyndicalisme !*, ce numéro du 1^{er} Mai 2010, donne la parole et rend hommage.

NOUS SOMMES TOUS DES POMPIERS

Que tous ceux qui se sentent en sécurité grâce à la multiplication des camé-
ra de surveillance se le tiennent pour dit : aujourd'hui faire ses courses dans un supermarché peut faire de vous un terroriste. C'est la malencontreu-
se expérience que viennent de faire 5 pompiers catalans en vacances en France, et dont la photo a été balancée à tous les médias de France et de Navarre par la Sous Direction de l'Anti Terrorisme. Cette bavure – comme celle de Tarnac ou celle de ces gamins de 13 ans menottés au commissariat pour une simple bagarre de cour d'école – démontre si besoin en était cette obsession du Pouvoir à chercher des terroristes partout. Ne vous y trompez pas : nous sommes tous des délinquants potentiels. On peut s'attendre à ce que les caméras de surveillance soient croisées avec les radars automatiques et autres détecteurs de feu orange, et bientôt ce seront les pandores qui vous accueilleront à la sortie du supermarché. Pas pour porter vos paniers mais pour vous y coller illico dans le panier ... à salade.

POUR BIEN RECEVOIR CE JOURNAL,**INDIQUEZ BIEN VOTRE ADRESSE**

La « normalisation » de La Poste a des conséquences sur les employés mais aussi... sur la distribution du courrier ! Depuis quelques mois, certains exemplaires de notre journal, qui, jusqu'alors parvenaient sans difficulté à tels ou tels abonnés nous reviennent parce qu'il manque le numéro du bâtiment, de la boîte à lettre ou une autre indication secondaire. Pour éviter cela, nous vous invitons à vérifier que l'adresse figurant sur la bande est bien complète et à nous la retourner avec les renseignements adéquats s'il faut la modifier.

Merci à tous

UNE ABSTENTION QUI A DU SENS, ET DU BON !

L'abstention a été la grande gagnante, incontestablement, du premier tour des dernières élections régionales. Plus de la moitié - 53 pour cent précisément - des électeurs inscrits (et donc un pourcentage bien supérieur si l'on tient compte des non-inscrits et des gens qui n'ont même pas le droit de s'inscrire) ont boycotté l'exercice de parodie démocratique. Sans oublier que, parmi les personnes qui sont allées voter, beaucoup l'ont fait à contre coeur, en votant "pour le moins pire", la mort dans l'âme.

Certes, une semaine de battage a permis de repasser la barre dans l'autre sens lors du 2ème tour, mais de fort peu.

Malgré ce rattrapage de justesse, l'abstention, dont on peut suivre, avec des oscillations tenant à la nature du scrutin¹, la courbe ascendante au fil des ans, s'affirme comme un fait sociologique de masse.

Mais au lieu d'approfondir et d'expliquer les raisons de ce mouvement, les journalistes et autres commentateurs politiques se sont livrés pour l'essentiel à des commentaires de la politique spectacle, des paillettes, des flons flons, et autres effets de manche. Ils se sont agités pour décortiquer en apparence, comme à leur habitude, les stratégies et tactiques des intrigants, les coups vicelards, les alliances perverses et opportunistes des partis politiques. A l'heure où l'extrême droite est au gouvernement, ils ont encore osé nous agiter le chiffon du FN pour tenter de nous apeurer et nous faire rentrer dans le rang.

Mais qu'est-ce que ce fort taux d'abstention représente véritablement ?

Le manque d'intérêt des individus pour la politique au sens noble du terme (la vie de la cité), c'est-à-dire des personnes qui préfèrent, comme on nous l'a dit et rabâché, partir à la pêche et ne s'occuper que de leur petite vie individualiste, n'est qu'une faible composante de l'abstention. En effet en cette période de crise, les

individus se trouvent être touchés de plein fouet dans leur vie quotidienne par les régressions sociales. Et nul ne peut s'extraire des répercussions de la crise sociétale sur son environnement direct. Aussi, cette fois encore plus que les autres, ramener l'abstention à un simple "je m'en foutisme" est une simplification qui n'a pas de sens.

Ce mouvement abstentionniste, c'est, à l'inverse, un large mouvement de défiance, non pas seulement vis-à-vis d'un gouvernement, mais envers tout un système. La démocratie, c'est le pouvoir du Peuple. Dans

le système représentatif, les partis politiques usurpent ce pouvoir, le détournent, en font un jeu de stratégie et d'intrigues au service des intérêts personnels de leurs chefs et de leur égo hypertrophié². Ils ne servent ni projet social, ni intérêt général, ils se passent de la pommade, s'auto-congratulent, se livrent à des

combats fratricides et acharnés pour faire triompher un attelage politique plutôt qu'un autre, faire vivre des coquilles vides de sens et d'avenir.

Le sens de l'abstention, c'est que les partis politiques apparaissent pour ce qu'ils sont : l'autre main du capitalisme et de l'exploitation. La main qui frappe à grand coups de bâtons quand la révolte gronde, la main qui caresse pour endormir les consciences ; dans tous les cas, celle qui asservit.

Cette abstention c'est le symbole de la prise de conscience de l'énorme fossé qui nous sépare des hautes

sphères, la prise de conscience que la démocratie se fait par des gens, avec les gens et pas à la place des gens. C'est une remise en cause profonde et pertinente du temps que nous traversons.

Ce qui apparaît clairement c'est que nous savons que nous pouvons changer les barons qui règnent sur nos terres, mais que cela n'abolira pas le servage. Et aujourd'hui, par cette abstention massive, c'est un revers, un camouflet sévère, un crachat purulent et verdâtre que nous leurs administrons en plein visage.

Alors, qu'en est-il de la légitimité de ces soit-disantes élites ?

Quand moins - ou à peine pour le second tour - d'une personne inscrite sur deux va voter, le résultat du vote a-t-il encore un sens ?

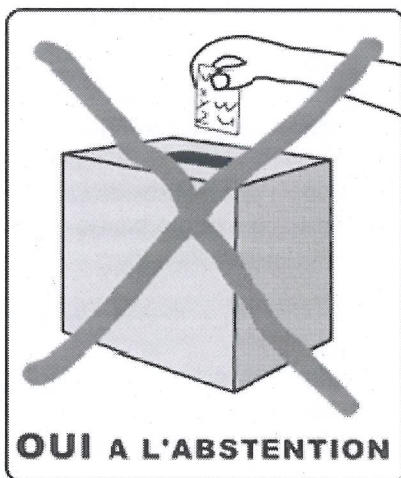
Et bien, oui, il en a un, et ce sens, c'est que les "élites" ne représentent qu'elles-mêmes et rien de plus !

Si elles avaient un minimum d'éthique et de morale, elles jetteraient l'éponge et abdiqueraient, devant le silence tonitruant de la "vox populi". En continuant de prétendre représenter le Peuple, elles sont en désaccord avec les valeurs les plus élémentaires qu'elles se targuent de défendre.

Le système part en miettes, il se désagrège, les partis politiques sont démasqués, les collaborateurs syndicaux confondus. Sans projet ni perspective d'avenir autre que de prolonger l'exploitation de presque tout le monde pour le profit d'une minorité de privilégiés, tels apparaissent à la majorité des "citoyens" tous les partis politiques. Aujourd'hui, presque plus personne n'attend rien de bon de leur part. Face à cette décomposition, la création d'une nouvelle société est plus que jamais nécessaire, pour qu'enfin le jour se lève.

Alex

1.- La seule chose qui fasse maintenant remonter le taux de participation, c'est le rejet de tel ou tel homme politique particulièrement haï. 2.- La bande d'anciens ministres travaillistes anglais pris la main dans le sac, vendant aux lobbys les plus offrant leur pouvoir d'influence (5 à 8 ou 10 000 euros la journée) fournit un bon exemple de ce que sont la majorité des hommes politiques : des pourris.



PRINTEMPS GREC :

DANS LA SPIRALE INFERNALE DU CAPITALISME

AGENCES DE NOTATION

Ces agences, ni vous ni moi n'en ferons jamais partie. Constituées de façon totalement antidémocratique, ces agences réunissent des experts auto-proclamés mais reconnus par les Etats et le marché. Elles ont sur le monde entier un pouvoir quasi absolu. Que les agences de notation baissent en effet la note de la Grèce, et brutalement le coût de la dette s'envole. Du jour au lendemain, les Grecs devront rembourser des sommes encore plus faramineuses que prévues. Sur quels critères les agences établissent-elles leurs notes ? Si l'on sort du galimatias pseudo-technique qui s'étale prétentieusement dans les gazettes économiques pour aller à l'essentiel, c'est pas compliqué du tout : meilleure est la rentabilité pour les patrons, meilleure est la note accordée à un pays (ou à une entreprise) par les agences de notation !

A l'inverse, si la rentabilité pour les capitalistes diminue un tant soit peu (par exemple, si l'endettement augmente sans augmentation de la production), la note s'effondre. Ce mécanisme, on l'aura compris, est celui d'une spirale infernale. Il est de plus essentiellement fictif dans sa conception (puisqu'il ne tient pas compte des réalités de la production) mais tragiquement réel dans ses conséquences pour la population.

On nous le répète tous les jours : depuis plusieurs mois, la Grèce fait face à une grave crise économique. Le déficit dépasse 12%, le coût de la dette explose, ...

La situation serait tellement grave que le pays risquerait de se retrouver en cessation de paiement durant le mois d'avril. Tout ceci sert de prétexte au gouvernement Grec pour imposer à sa population des mesures assassines : baisse des salaires allant jusqu'à 30%, casse des retraites, hausse de la TVA et autres impôts, etc.

Pour la galerie, pour enfumer le bon peuple on ressort quelques drapeaux nationaux et les journaux commentent le "conflit" qui opposerait les "bons élèves" de la classe Europe (les Allemands), aux cancre (Grecs, Espagnols,...). Dans la réalité, les chefs de l'Union Européenne toute entière sont d'accord sur le système qu'ils défendent.

LE LABORATOIRE GREC

Puissions-nous nous tromper, mais, même si une importante vague de protestation secoue ce pays, l'impression dominante ce jour, c'est qu'il s'agit là plus d'une sorte de réaction de rage que d'autre chose. Il semble qu'à beaucoup de Grecs, la suite apparaisse inéluctable. Et elle le sera effectivement tant qu'ils auront intégré le discours du pouvoir, tant qu'ils prendront pour argent comptant - si l'on ose écrire - les bilans économiques complètement pipés qu'on leur présente. Surtout, tant qu'ils tiendront pour inchangeable le système économique actuel. Car, s'il y a quelque chose de bien sûr, c'est que si l'on reste intellectuellement prisonnier des critères qui sont ceux du capitalisme actuel, alors le "pays" apparaît en effet comme à la ruine et sa population condamnée à trinquer.

Pour sortir réellement "de la crise" il faut sortir du système financier et du capitalisme, car le capitalisme financier crée et entretient lui-même la crise.

Un exemple flagrant de la façon dont les "dés économiques" sont pipés est fourni par le coût des prêts. En pratique, ce coût n'est pas fixe. Il est dépend de structures totalement opaque, les agences de notation qui mettent en permanence le couteau sous la gorge de la population (voir la colonne latérale).

UNE SITUATION QUI N'EST PAS UNIQUE

Au vu des divers mécanismes économiques d'exploitation on peut légitimement penser que ce que vit la Grèce en ce moment peut se produire dans d'autres pays de l'Union Européenne et que ce que vivent les Grecs pourrait bien arriver bientôt à d'autres.

La gestion de la crise par l'Etat Grec préfigure donc ce qui, faute de riposte de fond (c'est-à-dire faute d'un travail d'explication dans la population), pourrait bien nous arriver, à nous par exemple, à terme. La "recette à la grecque" est simple : tout d'abord, une forte hausse des impôts. L'impôt sur le revenu augmentera certes pour les couches moyennes. Mais, c'est surtout, la TVA et d'autres impôts de ce type qui augmenteront (l'Espagne est déjà en train de mettre en place cette augmentation), et là, ce sont les plus pauvres qui sont les plus touchés. Les prestations sociales, qui ont jusqu'à présent en France bien amortis le choc de la crise, diminueront, de même que les salaires des fonctionnaires et leur nombre. Dans le privé, des baisses de salaire sont aussi à prévoir, avec une baisse généralisée de la couverture sociale.

LA "CRISE" DOUBLEMENT PAYÉE PAR LES TRAVAILLEURS

Toutes ces mesures ont un effet direct : la baisse des conditions de vie des classes exploitées. Moins de salaires et moins d'indemnités pour plus d'impôts et de taxes. Pendant ce temps, on permet aux entreprises, et à leurs dirigeants, de multiplier leurs profits en pouvant embaucher à bas coûts. Il est possible, quand même (du moins si l'opinion publique le réclame) que les riches payent plus d'impôts, mais cela restera symbolique par rapport à leurs ressources et surtout, ils développeront un outil productif en parfait état de marche, avec des ouvriers payés au lance-pierre.

Au lieu d'agir en faveur de la population, les politiques agissent au profit de la minorité dirigeante. Pour elle, une seule loi : le taux de profit doit se maintenir (ou augmenter) à tout prix. Tous les choix politiques auxquels nous assistons sont dictés par cet impératif.

PRINTEMPS GREC :

AUX PRISES AVEC LA STRATEGIE ETATIQUE

Bien que les informations qui nous parviennent sur la situation sociale en Grèce soient de deux sources, l'une médiatique et l'autre militante, elles laissent une même impression : celle de l'impasse dans lequel s'enferme le mouvement révolutionnaire.

Au-delà de la Grèce, cette situation interpelle tous ceux qui aspirent à de profonds changements de société dans le monde.

Au cours des événements de Décembre 2008, consécutifs à l'assassinat du jeune Alexandros Grigoropoulos, âgé de 15 ans, par un policier athénien, nous avons assisté dans ce pays à l'explosion d'une colère populaire largement inspirée par toute une mouvance anarchiste. Cette dernière a puisé sa force dans un travail de fond dans les quartiers notamment au travers de l'impulsion de dynamiques collectives et assembléistes et de la création de centres sociaux.

Aujourd'hui, le pouvoir Grec, face à cette situation pour lui périlleuse, a déployé les recettes les plus vulgaires de gestion de la révolte. Tout d'abord, et c'est fondamental pour mener à bien une telle manoeuvre, un gouvernement de gauche a succédé à celui de droite. Ce gouvernement de gauche (répétons-le) prend des mesures antisociales absolument drastiques : coupes sombres dans les retraites, les salaires, les aides sociales, augmentation effrénée des prix...

S'en suit un fort mécontentement.

Entrent alors en jeu les institutions syndicales : leur rôle là-bas comme ici est de canaliser la contestation des salariés, de la fragmenter, d'appliquer des méthodes et des calendriers "d'action" dont l'objectif inavoué mais bien réel est d'essouffler la contestation des salariés.

Couronnant le tout, les médias diffusent en boucle le spectacle d'affrontements avec la police, pour bien finir de fatiguer tout le monde.

Cette stratégie étatique, qui rappelle celle des années 70 en France ou en Italie - avec les résultats que l'on connaît hélas - enthousiasme nombre de jeunes révoltés, éblouis par une mise en scène destinée justement à les aveugler !

Pourtant nous savons tous - ou nous ne devrions pas oublier - qu'un mouvement révolutionnaire libertaire ne peut exister sans de larges bases sociales. Or, ce que nous voyons en Grèce, c'est que, peu à peu, un abandon de ce travail de fond initial s'opère dans les courants révolutionnaires au profit d'un activisme largement relayé par les médias*1.

UNE VOIE DE GARAGE

Pour le pouvoir, il s'agit de pousser ainsi les compagnons Grecs vers une voie de garage ultra-classique : celle de la "violence", pour mieux les réprimer ensuite. Si cette malheureuse évolution se confirme, la réaction ne tardera pas à se produire. Elle balayera d'abord les anarchistes puis, s'il le faut, les syndicalistes voire des politiciens de gauche bien qu'ils aient endossé chacun le rôle convenu que le pouvoir leur aura prêté. Le pouvoir n'a pas de cœur pour ses valets !

L'assassinat du compagnon Lambros Foundas, ce 10 mars 2010 dans la banlieue d'Athènes, par des policiers grecs est une illustration tragique de cette évolution. Si la marginalisation des courants révolutionnaires qui nous inquiète ne s'était pas déjà largement amorcée, nous aurions dû assister en Grèce à quelque chose de beaucoup plus formidable qu'en décembre 2008. Il n'en fût rien. Pire, comme s'il était habituel, normal qu'on assassine nos camarades, il n'y a eu que peu ou pas de réactions dans le monde*2.

Cette désaffection pour les idées d'organisation collective et assembléiste qui est en train de s'amorcer, en Grèce et ailleurs, a donc des conséquences vitales.

Plus que jamais, il s'agit de tirer les conséquences de cette leçon donnée par le pouvoir Grec : dans une période où ses plus hauts responsables économiques ont été convaincus de faux et usage de faux en écritures comptables, dans une période où les sphères dirigeantes sont en train de précipiter des couches entières de la population grecque dans une misère sévère, dans un contexte où des réactions populaires ne chercheraient qu'à s'exprimer d'une manière efficace et donc dans un contexte éminemment dangereux pour lui, le pouvoir Grec a su, pour l'instant, réduire la contestation à une pantomime totalement incapable de le remettre en cause. Sa stratégie a beau être totalement éculée, elle marchera tant que les révolutionnaires ne feront pas du travail politique et social de fond leur priorité absolue.

NOTES

1.- Voir par exemple le site de l'OCL qui n'échappe pas à la règle. Il est significatif que ce soit au-dessous d'un titre



tonitruant "Combat de rue à Athènes" et tout à la fin d'un article tout à l'avenant, digne d'un correspondant de guerre, que les informations les plus constructives, et au demeurant relativement modestes, soient reléguées : Il s'agit, dans le Quartier d'Agia Paraskevi (Athènes) de journées organisées par l'assemblée générale du quartier. 500 personnes de tous âges y sont passées, ce qui est relativement limité dans un pays en ébullition. On y apprend que, « *Au cours de la conversation, des gens du voisinage ont pris la parole et sont entrés pour la première fois en contact avec l'Assemblée du quartier, en disant qu'il est pour eux encourageant de constater l'existence d'une Assemblée populaire qui se situe en opposition aux formes actuelles d'organisation (conseil municipal, autres associations, etc.)* ».

L'article lui-même souligne donc l'intérêt de la population pour les formes autonomes d'organisation... C'est dans ce sens que devrait porter l'essentiel de l'effort révolutionnaire. 2.- Pour ma part, je pense que l'avalanche de critiques qui s'est dernièrement abattue contre toute forme d'organisation a démontré ici son caractère franchement nuisible face à la nécessaire solidarité (ainsi, à Toulouse pas moins de trois manifestations de rue ont été organisées immédiatement en réponse aux événements de décembre 2008, mais toujours rien en soutien à ce qui se passe maintenant...).

Les identitarismes, c'est le

Depuis quelques années, face à la montée des identitarismes, les militants de la CNT-AIT développent une réflexion qu'ils veulent publique et contradictoire. C'est pourquoi nous avons publié nombre de textes à ce sujet et invité tout un chacun à participer à de nombreux échanges informels ou formels. Dans ce cadre, un débat public a été organisé le 25 février dernier à Toulouse sur le thème : « *Ni identité nationale, ni identité régionale* ». Une trentaine de personnes ont participé ce soir-là à une discussion fort enrichissante dont voici une petite synthèse personnelle assortie de quelques commentaires*¹.

Si on a besoin des racines du passé, c'est que l'on se sent mal dans le présent

Il existe d'évidence un lien entre la montée actuelle des courants identitaires et le mal-être des individus.

Ce mal-être peut trouver son origine dans la soumission salariale mais également dans toute une organisation de cette société avec son cortège d'injustices et d'oppressions diverses. Comme un participant l'a fort bien résumé : « *Si on a besoin des racines du passé, c'est que l'on se sent mal dans le présent* ». Les « racines » en question jouent pour ces personnes le rôle que l'alcool et d'autres drogues ont pour tant d'autres individus (et parfois, d'ailleurs, pour les mêmes) : non pas modifier la réalité extérieure la rendre « acceptable » en modifiant artificiellement la perception que l'on en a.

Régionalisme, nationalisme et souffrance au travail

Il se trouve que nous avons eu, il y a quelques mois de cela, un autre débat portant sur la « souffrance au travail ».

Une des raisons du développement exponentiel de la souffrance au travail est le développement de méthodes de management qui mettent constamment en concurrence les salariés dans l'entreprise.

L'atomisation qui en résulte constitue en elle-même un puissant mécanisme de destruction des individus. Cette agression managériale,

qui vient renforcer l'exploitation « traditionnelle » sur les lieux de travail, constitue une agression tellement violente qu'elle provoque d'importantes réactions individuelles (dépressions, suicides à la chaîne...) ou collectives (révoltes parfois violentes...). Le pouvoir le sait.

Dès lors, deux « solutions » complémentaires s'offrent à lui : la première est de poursuivre l'atomisation en offrant des prises en charges individuelles, la seconde est de dévier toute réaction collective de ce qui

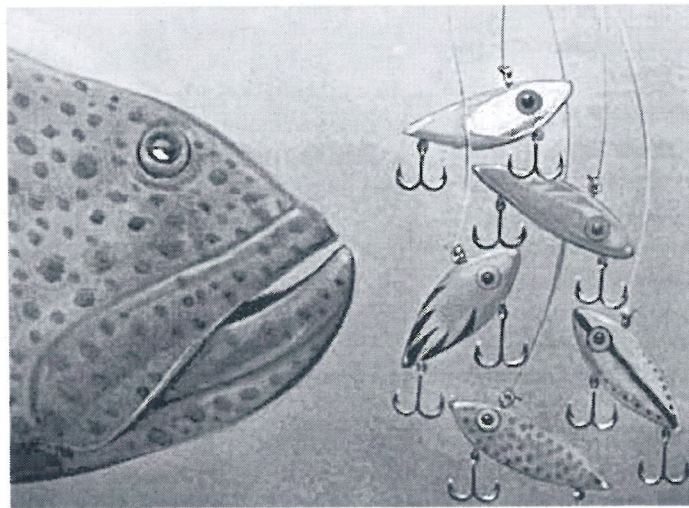
vieilles méthodes du passé étant de plus en plus en situation d'échec*².

D'où le développement de nouvelles stratégies, l'objectif du pouvoir restant quant à lui toujours le même : éviter toute contestation de l'organisation du travail qui pourrait conduire à contester les fondements du système.

C'est pourquoi l'individu est poussé à se fondre dans un cadre, certes collectif mais extrêmement cloisonné, dans une démarche affective de communion avec des ancêtres mythifiés. Il n'est pas innocent qu'en Europe toute la classe politique soutienne, encourage et finance avec les fonds publics la réanimation des particularismes locaux*³.

Un triple but

Cette pression a un triple but. Le premier est de faire oublier au salarié l'origine de son exploitation. Pour cela, quoi de mieux que de l'amener à s'auto-persuader qu'il fait partie de la même communauté (ethnique, religieuse, culturelle...) que son exploiteur (et, pour les multinationales, que ses dirigeants locaux) et que



devrait être son véritable but.

Aujourd'hui, rares sont les grandes entreprises et les grandes administrations qui ne sont pas en train de développer la première « solution » : on ne compte plus les ouvertures de « lieux d'écoute », les consultations gratuites de psychologues, ou l'institutionnalisation d'un tuteur, d'un cadre référent pour chaque employé... Quant à la seconde « solution », elle demande plus de subtilité, certaines des bonnes

de ce fait leurs intérêts seraient communs, voire identiques ? Le deuxième, qui va dans le même sens, est d'introduire des lignes de fracture irréparables entre les salariés. Pour cela, quoi de mieux que de les convaincre qu'ils font partie de communautés différentes et que cette appartenance est déterminante*⁴ ? Enfin, cette stratégie qui pousse l'individu à se fondre dans un groupe que les pouvoirs publics ont choisi de sponsoriser est une façon de

capitalisme plus la guerre

répondre à son sentiment de solitude. Cette espérance, qui peut malheureusement tromper l'individu pendant des années, se révélera vaine comme toutes celles du même ordre qui l'ont précédée⁵.

Une nouvelle oppression s'ajoute aux anciennes

L'unité identitaire - qu'elle soit corporatiste, religieuse ou nationaliste - ne contient nullement la remise en question du système responsable de ces souffrances. Bien au contraire, en renforçant des structures de pouvoir (églises, États, régions, corporations) elle ajoutera de nouvelles sources d'oppression aux anciennes. C'est bien en ces termes qu'il nous faut réfléchir. Que le capitalisme soit mondialisé ou apparemment balkanisé, il continuera à opprimer les individus et à détruire la planète. De plus, il est clair que le potentiel d'affrontement intercommunautaire en sera d'autant renforcé. Si ce dernier point réjouit les fascistes (et leur permet d'ailleurs d'infiltrer une certaine extrême-gauche « antimondialiste »), son développement augure pour l'humanité de bien sombres perspectives !

Au cours du débat, un intervenant a bien sûr argumenté de la supposée contradiction qu'il y aurait pour le mouvement émancipateur dans lequel nous nous reconnaissons à ne pas défendre des « peuples », des « cultures », qui peuvent aussi être opprimés en tant que tels. Même quand le fait est réel, il n'induit pas pour autant qu'on doive les défendre à ce titre. De même, nous ne dénonçons pas la disparition et probablement le « meurtre propre » de Jon Anza parce qu'il touche un « Basque » mais parce qu'il touche une victime du système étatique.

Dans le domaine de la « culture », nous devons opposer que la véritable culture signifie au minimum la possibilité du mélange et de

la réflexivité. Hors, les traditions, les croyances, qui refusent toute mixité et toute critique, entraînent les individus et les groupes dans des processus de ghettoïsation intellectuels et sociaux. Ce sont des processus qu'en tant que tels nous n'avons pas à soutenir. Les affubler, comme on le fait aujourd'hui, du terme relativiste de « cultures plurielles » n'est qu'une manipulation supplémentaire.

Constatons pour finir que ce n'est jamais pour rien que le pouvoir favorise des concepts aussi flous, que ce n'est pas pour rien que, là où les notions de métissage et de mélange avaient le mérite de la clarté, celle bien plus vaseuse de « multiculturalisme » (qui renvoie in fine à la nécessaire « pureté » de chacune des « cultures ») tend à les supplanter. Le compartimentage par le biais des « différences culturelles » n'est en somme rien d'autre que le jeu historique du pouvoir qui divise pour mieux opprimer, et non celui du mouvement historique d'émancipation de l'humanité : ce mouvement pour lequel nous militons doit combattre les communautarismes de toutes sortes, qui, alors même qu'ils semblent antagonistes, se rejoignent pour s'opposer à l'expression révolutionnaire de la lutte de classe.

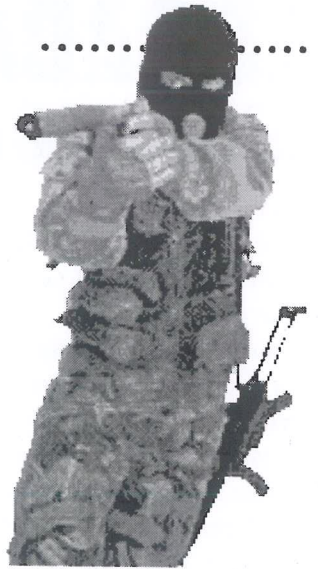
M.

1.- Pour avoir accès à de larges extraits de ce débat, le lecteur plus curieux pourra consulter avec profit le site d'AnarSonore : <http://anarsonore.free.fr>

2.- On peut citer parmi ces recettes la valorisation de « l'esprit maison » qui pousse les salariés à s'identifier à leur entreprise. L'autre grande recette, appliquée pendant des dizaines d'années, a reposé sur les centrales syndicales. Tout en faisant semblant d'être du côté des salariés, les centrales syndicales, dont les appareils sont vendus au pouvoir, ont fait et font encore le jeu du patronat et de l'État (voir par exemple leur sabotage systématique des luttes contre l'anéantissement du système de retraite). Il reste quelques aveugles, en particulier dans la militance d'extrême-gauche, pour ne pas

voir cette grosse manipulation, mais, plus ou moins consciemment, la majorité des salariés ne fait plus vraiment confiance

à ces centrales. C'est pourquoi, si elles restent encore une des cartes que le pouvoir a en main, elles se révèlent insuffisantes pour contrôler l'ensemble des salariés. La mise en avant des identités nationales ou régionales est une des nouvelles stratégies développées par le pouvoir pour pallier l'effondrement des centrales syndicales. 3.- À une autre occasion, un de nos contradicteurs libertaires nous a lancé qu'en dehors du FN et de nous-mêmes, tous les partis et mouvements (de l'extrême-gauche à la droite extrême), s'étaient prononcés en faveur du financement des langues régionales. Sans doute voulait-il par là nous assimiler quelque peu au FN - ce qui est un peu court - sans se rendre compte que la belle communion dont il se félicite et qui va du petit facteur du NPA au vicomte de Vendée, est la preuve même de l'unité de la caste politique dans la défense du capitalisme et des structures étatiques de toutes tailles. 4.- L'introduction forcée de la langue d'une ultra-minorité (le patois) dans ce qui devrait être le métro de tous les toulousains, en est un bon exemple. Même s'il apprend le patois, un noir ou un arabe ne sera jamais un véritable « occitan ». Il est définitivement exclu de cette "sympathique" communauté par sa couleur de peau. 5.- Des millions d'individus se sont ainsi laissés tromper pendant des dizaines d'années par le Parti communiste, représentant officiel de la « patrie des travailleurs », puis par les syndicats de toutes couleurs. Ils l'avaient été auparavant par l'Église catholique et sa publicité mensongère d'une « société chrétienne »... 6.- Voir l'article : « *Le cadavre était à la morgue, mais personne ne s'en était aperçu* ».



LE CADAVRE ETAIT A LA MORGUE mais personne ne s'en était aperçu

Dans notre numéro 114, sous le titre *"Inquiétante disparition"*, nous avons consacré un article à une affaire qui nous semblait plus que suspecte. Pourquoi ? Parce que, malgré le peu d'éléments disponibles à ce moment-là, tout militant quelque peu aguerri pouvait voir planer la main de la barbouzerie sur elle. Rappelons les faits. Le 18 avril 2009, un militant nationaliste basque historique, et comme tel parfaitement connu des services de police, prend le train en gare de Bayonne. Direction Toulouse. C'est vraiment pas très loin. Et pourtant, les personnes qui l'ont accompagné en gare de Bayonne sont les dernières à l'avoir vu vivant. Car, à partir de là, Jon ANZA puisque c'est ainsi qu'il s'appelle, disparaît.

Six jours après ses proches signalent sa « disparition » à la police et demandent au Procureur de la République l'ouverture d'une enquête. L'ETA, chose tout à fait inhabituelle, signale officiellement qu'il transportait des fonds pour elle.

"La police judiciaire mène son enquête"

Michèle Alliot-Marie ministre de l'intérieur (France) - avril 2009

On ne peut pas dire que l'enquête en question soit conduite dans la précipitation... la police ne trouve rien... et souffre de graves pertes de mémoire : elle ne se souvient que les gares sont truffées de caméras que quand le délai d'un mois est passé, c'est-à-dire une fois que les bandes vidéos sont effacées... le commissaire a de ces distractions... Et puis, plus rien ne se passe.

Dans la nuit du 29 au 30 avril 2009, les pompiers, appelés par on ne sait qui, récupèrent un homme agonisant dans une rue de Toulouse. Il est transféré à l'hôpital Purpan et y décède le 11 mai. Il n'a pas de papier sur lui, mais on trouve dans ses poches les billets de train aller-retour Bayonne-Toulouse (retour prévu le 20 avril) et un peu d'argent. Le corps, toujours non identifié après 11 jours d'hospitalisation est transféré à la morgue, sous X.

Dans la jolie histoire officielle servie par les médias, c'est au cours d'un papotage entre une employée de l'Institut médico-légal (la morgue) et un policier que l'un d'entre eux, tel le commissaire Bourrel des "Cinq dernières minutes", la célébrisserie série télé de la jeunesse de M. Hortefeux, s'écrie « *Bon sang ! Mais c'est... Bien sûr ! Monsieur X, c'est Jon Anza !* ». Est-on bête de ne pas y avoir pensé plus tôt ! Nous sommes à ce moment-là le 11 mars 2010, soit onze mois après la disparition ! Effectivement, ça été un petit peu long...

La justice organise alors une autopsie. Le médecin indépendant que la famille a choisi pour y assister n'est

pas autorisé à pénétrer dans la morgue, le souci de transparence de la justice ne va pas jusque-là. Il faut donc se contenter des conclusions des responsables de l'Institut médico-légal (ceux-là même dont la sagacité, pendant 10 mois, n'a pas permis d'identifier le corps). Pour eux, Jon Anza n'aurait pas subi de « lésion traumatique » et serait mort d'une atteinte polyviscérale



« neuro-cardio-pulmonaire ». Une telle accumulation de causes de mort (neurologique, cardiologique, pulmonaire, pour peu, les experts ajoutaient l'acné juvénile...) laisse la désagréable impression qu'il s'agit surtout de dédouaner ceux qui ont « retenu » Jon Anza du 18 au 29 avril. Certes, Jon Anza souffrait de graves pathologies, il pouvait donc mourir d'une atteinte « neuro-cardio-pulmonaire » surtout si on le torturait un tout petit peu, même sans laisser de traces (privation de nourriture, d'eau, de médicaments, de sommeil,...). L'autopsie, on s'en serait douté, n'apporte donc

aucun élément nouveau.

"La police espagnole n'a rien à voir avec cette affaire"

Alfredo Perez Rubal-Caba, ministre de l'intérieur (Espagne) - avril 2009

Résumons : un nationaliste basque, répertorié comme « terroriste » (il a fait 21 ans de prison), disparaît en France, entre Bayonne et Toulouse le 18 avril 2009. Sa disparition est signalée par la mouvance nationaliste (ce qui est exceptionnel). La police dispose de photos tout à fait récentes, de ses empreintes digitales et de son ADN ; elle connaît la grave maladie dont il souffre. Onze jours plus tard, les pompiers récupèrent à Toulouse un agonisant dont l'âge, la maladie, tous les aspects physiques et la photo correspondent à celui du disparu. Qui plus est, il a sur lui les billets de train Bayonne – Toulouse, ce qui constitue plus qu'un indice. Décédé le 11 mai, le corps est transféré à l'Institut médico-légal (c'est-à-dire à un organisme qui collabore en permanence avec la police). Il n'est toujours pas identifié. Il faudra pas loin d'un an pour qu'il le soit.

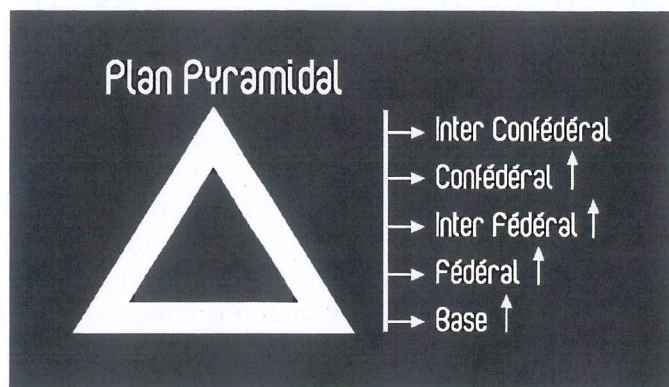
A l'heure actuelle, il y a donc un « trou » de onze jours (du 18 au 29 avril 2009) dans la chronologie. Pendant ces onze jours, cet homme gravement malade et ayant les plus graves difficultés à se déplacer seul, n'a été vu nulle part. Tout indique qu'il a été séquestré. Les pratiques passées (pas depuis si longtemps) des groupes para-policiers espagnols sont un argument de poids dans ce sens. Et ce n'est pas le temps mis à retrouver un corps que l'institution médico-légale avait sous la main depuis pratiquement le début de l'affaire qui va faciliter l'enquête. S'il y en a une.

« FÉDÉRÉSEAU »

L'humain est la source de toute idéologie et les choix politiques émanent de celle-ci. La négation de la genèse humaniste de la politique est une idéologie qui masque sa politique. La politique est, au bon sens des termes, subjective, arbitraire et conventionnelle. Le système politique incarne l'idéologie d'une époque et ses rapports sociaux : conflits, compromis et intérêts. L'idée anarchiste se veut égalité, justice, liberté et projet sociétal : le communisme libertaire. Il faut en penser le système politique adéquat. Deux concepts font débat.

LE FÉDÉRALISME PYRAMIDAL

C'est une association de structures qui abandonnent une partie de leur souveraineté tout en exerçant plus ou moins le contrôle sur l'ensemble fédéré (États, collectivités, partis, syndicats, associations, agglomérats économiques, etc.). Selon la terminologie, c'est l'organisation du sommet par la base selon ce plan :



Les conséquences sont que les étages équivalents n'ont pas de contacts directs, la circulation d'information est longue, verticale, concentrée et centralisée sur les échelons supérieurs et sur des groupes restreints.

De plus, une entité pensante déduit de son expérience une explication et même son imaginaire. Chaque strate n'ayant ici comme champ expérimental que son segment limitrophe, elle se spécialise et produit un empirisme restreint. Ce réductionnisme fait que l'externe et la totalité ne sont pas ou très mal saisis ; ils sont vus de manière parcellaire. L'information subit une perception particulière, perd de l'objectivité, voire tourne à l'égotisme. Les altérations informationnelles obligent à vérifier le sens, le vrai et le faux...

Ce tri alourdit la communication. Les réunions pour coordonner, cadrer, expliquer, sont pléthoriques et impactent l'activité vers le bureaucratisme. Constatant la réactivité tardive, inadaptée ou impossible des lieux appropriés ; se justifiant par l'urgence, le nécessaire, la cohésion,... les conseils, les secrétariats, les bureaux, décident et s'arrogent le pouvoir de haut en bas. Ce fonctionnement est ren-

forcé par les adhésions visant les privilèges, les alliances (collaboration, cogestion, collusion) pour augmenter les moyens (finance, logistique, permanents, salariés). Cela accrédite la rhétorique verticaliste.

On expliquera que hiérarchie et centralisation sont pertinentes pour la discipline, l'unité, la célérité, la résistance, l'efficacité, au point d'être l'acmé du social. Une telle affirmation est multicontredite par la réalité. Je soumets à la sagacité du lecteur la question : pourquoi, sinon, un tel ordre est-il instable, contesté, dénigré, belliciste, et pourquoi, lorsqu'il est décrié, utilise-t-il la coercition ?

On nie les pugilats, les mesquineries, les cour-tisans, les mensonges, les magouilles des clans, des petits et grands chefs que le pouvoir exacerbe. On oublie qu'une union d'action sociale n'échappe pas aux conflits (adversaire, ennemi, concurrent), la stratégie se double d'une tactique (défense, attaque). Le tout est conditionné par le verticalisme et le volume d'hégémonie poursuivi par l'attaquant. C'est sous la contrainte d'une force antagonique plus puissante que se révèle la fragilité d'un système pyramidal ou sa soumission par un autre. On manie pour ce but les méthodes suivantes :

- éradiquer grâce à un arsenal juridique, militaire, financier : on illégalise, réprime les personnes ; on anéantit les centres vitaux (encadrement et logistique). Si nécessaire, on étend cela aux sous-grades pour désarticuler par effet de panique.

- domestiquer en modifiant l'idéologie, l'action subversive, l'attitude antagonique : on maintient ou intensifie le verticalisme, octroie des moyens proportionnés aux couches organiques. On achève la pacification par la collaboration, la connivence, le partenariat et l'intégration.

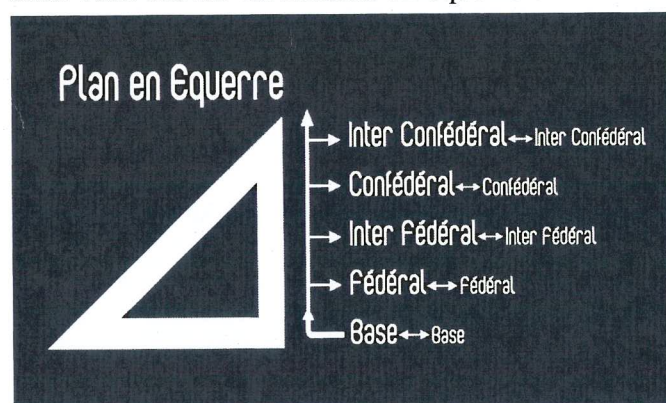
- neutraliser en inhibant la réaction par le dysfonctionnement des équipes et de la logistique : on coupe ou manipule l'information, stimule les conflits internes pour paralyser la machine.

- instrumentaliser les points déterminants par des groupes occultes : on change ou pas les statuts ; on entretient ou crée des inimitiés et rumeurs. On

tourneboule, on ajoute flatterie et démagogie. On détient l'influence, le pouvoir et les moyens de la somme infiltrée pour servir la formation entriste.

Qui étudie les ouvrages de conseil tactique et de stratégie ou les manuels (pour ou contre) révolutionnaires, insurrectionnels, de guérilla, de coup d'État, les livres d'histoire sur les luttes sociales, est dessillé par leur vocabulaire : décapitation (des états majors, des postes de commandement, des comités centraux, des postes de direction, des lieux vitaux...), usage de services (secrets, de renseignements, de contre-information, d'intox), bataille (idéologique, économique, psychologique), guerre (partielle, totale, préventive), destruction, soumission et isolement... Un stratège, conseiller de la CIA, démontrait le bénéfice que l'attaquant tire de la verticalisation de la machine de guerre adverse et, à titre d'exemple, l'aisance de la déroute du dispositif des partis communistes du fait de leur centralisation. A contrario, on notera qu'afin de protéger leur circuit informationnel, les militaires américains ont calqué pour Internet le réseau de type libertaire.

Conscients des avatars de ce fédéralisme, certains vont choisir un schéma en équerre :



Pour plus d'horizontalité, ils défendent la rotation des tâches. Ils réduisent le rôle législatif de quelques niveaux ou le limitent à l'exécutif, le tout sous le contrôle du congrès des éléments de base qui nomment les mandatés aux diverses instances. Cela améliore la vie organique, le flux d'information, la démocratie et casse le réductionnisme de structure auto-centrée. Mais les ordres ascendants maintiennent leurs expédients et leur suprématie. Les sous-ensembles oeuvrés par des bénévoles ou simplement des affiliés qui travaillent s'épuisent face à la perpendiculaire qui s'impose au final. L'histoire enseigne que l'inégalité de traitement, des moyens ou de situations installe un monde de domination. La bureaucratie, la technostucture asservissent pour leurs besoins. Pour instiller un véritable fédéralisme démocratique, une autre piste est requise : « le réseau libertaire ».

LE FÉDÉRALISME EN RÉSEAU

Selon cette esquisse de diagramme, toutes les parties sont reliées, émettent et reçoivent l'information quel que soit l'interlocuteur. Elles sont de même nature et fonction, ne sont pas subordonnées mais sont l'extension des aires nécessaire à l'action générale, comme chaque maillon tient la chaîne, selon le principe que la totalité n'exprime, ne représente, n'existe que par ses constituants d'égale force. C'est un champ d'investigation empirique étendu qui permet la maturité et la compréhension systémique. Cet organigramme peut être opératoire pour tous types de groupements humains (territoriaux, syndicats, collectifs de luttes, associations) et s'appliquer à l'économie, la politique, l'éducation... Pour garantir les droits irréfragables de chaque entité, sans être paralysé par l'infantilisme, l'égo-centrisme, le court terme et l'étroitesse d'esprit, qui entravent sa souveraineté, son autonomie et ne saisissent pas que le fédéralisme est la plus haute expression de ces deux valeurs il faut énoncer la règle : chaque constituant a des moyens et des décisions propres, il n'engage et ne statue que par et pour ceux qu'il fédère. Par exemple, les habitants d'une ville l'administrent en tout point ; si la nécessité conduit à n'utiliser que des moyens par quartier celui-ci les gère, cela s'étend à toutes les entités sur leur périmètre d'intervention. Pour empêcher la domination de minorités, les conseils, les mandatés, les délégués et les commissions sont révocables. Les votations (motions, référendums, congrès, etc.) sont l'attribut des assemblées générales d'individus des zones concernées (fédérales, inter-fédérales, etc.). Chaque centre et instance sont régis par la démocratie directe.

Avec l'ajout d'autres vecteurs idéologiques (égalité, solidarité, démocratie, justice, liberté, lutte des classes, anticapitalisme, antiparlementarisme, etc.), nous dépassons la simple mécanique inter-structurelle pour une obtenir une cohésion transtructurelle dans laquelle micro/macro, particulier/général, spécifique/universel, fraction/totalité sont en symbiose. Le réseau est assez souple pour articuler le local et le global. Il ne fait pas obstacle à ce que ces items s'adaptent ou innovent sans renoncer au générique. C'est à l'intelligence de répondre aux cas d'espèces en pérennisant l'architecture organique. Il n'y a pas de cadre parfait et définitif mais la volonté judicieuse de l'intelligence collective pour marginaliser les imbéciles.

La destruction, la manipulation ou l'annihilation d'un tel bâti sont très difficiles. Il n'y a pas de grades instrumentalisables. Chaque groupe a des moyens isodynames (égaux) assurant son indépendance et

interdépendance. De fait, l'existence de l'un est garantie par l'autre. Les liens en faisceaux font qu'un lien rompu est compensé ou rétabli par le maillage. La praxis globale produit une haute conscience de la situation et des défenses organiques. Pour anéantir un agencement réticulé, il faut frapper une grande quantité de points, mais aussi les relations molaires et moléculaires, tout autant que les affirmations idéologiques... Pour cela, il faut des moyens, une force difficile à obtenir.

Le tricotage d'un réseau fédéré est démocratique et octroie une grande unité pour agir, que cela découle de façon empirique ou de raison ! Cette élaboration est valable en défense, plus délicate en attaque car plus lente. Mais ceux qui négligent la défense pour l'attaque le paient très cher. Exemple : les Russes firent de Stalingrad une défense stoppant les Allemands, ce qui leur permit l'organisation du front arrière et la contre attaque jusqu'à Berlin. Le réseau est bien adapté à l'axe tactique et stratégique. Cependant, la notion de réseau n'est pas forcément

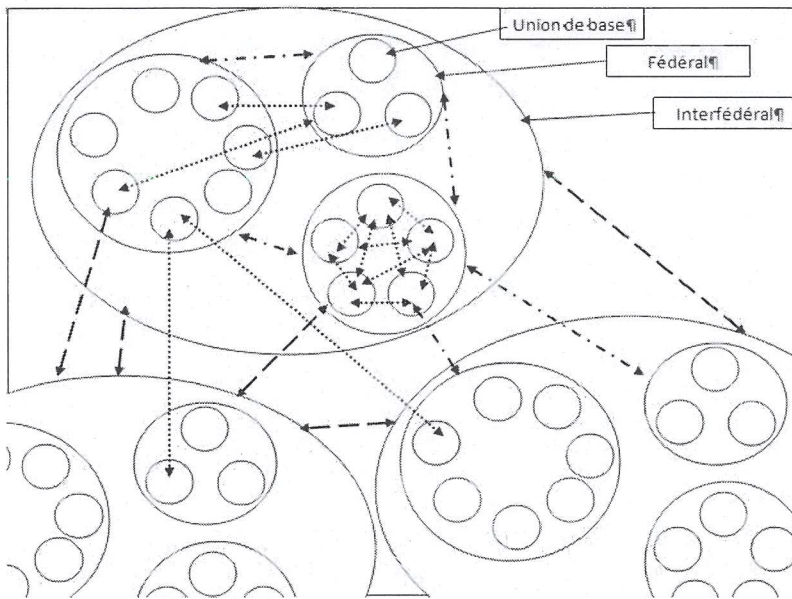
révolutionnaire en soi. Elle est compatible récupérable, juxtaposable.. et peut coexister avec des réalités pyramidales.

Dans une vision subversive, le réseau est inannexable. Il offre la durée (pré, pendant et post-révolutionnaire), un socle concret et fondamental pour un processus de transformation sociale. "Il est antagonique avec une formation spécifiquement idéologique et/ou révolutionnaire qui se veut hiérarchisée". A contrario, ce type de régulation a une connivence patente avec l'anarchosyndicalisme, sa méthodologie ; elle explicite son utopie, son projet de société. D'ailleurs, c'est un des fondements de l'AIT : ses syndicats ont leurs moyens propres qu'ils autogèrent et n'ont pas de restriction de lien envers les structures fédérées.

Par ignorance, bêtise, mauvaise foi, manipulation sémantique, on dénigre le fédéralisme en réseau. Certains, se présentent comme anarchistes, mais prouvent par leur critique du réseau qu'ils ne le sont point. Ils s'affilient en général à des organisations réformistes, bureaucratiques, centralisées, y prennent des fonctions aussi importantes que la hiérarchie veut bien le leur concéder. Sous couvert de tolérance, de pragmatisme, de non-dogmatisme, ils sont les chantres de l'exploitation, de l'antithèse acrate. L'anarchisme est négation de l'exploitation et de l'oppression. Il critique et combat la délégation de pouvoir, promeut une société démocratique et égalitaire. La pertinence du discours est sa corrélation pratique : seul le réseau-fédéral est communiste libertaire.

Ce petit essai est le produit de l'expérience de la CNT-AIT, il reflète les débats du groupe de Caen.

Jean Picard, mars 2010.



Réseau informatique & anarchosyndicalisme

Les groupes anarchosyndicalistes sont libres des relations qu'ils entretiennent entre eux. C'est-à-dire qu'ils créent, gèrent et animent librement les outils qu'ils veulent en fonction de leurs moyens, soit seuls soit en association avec d'autres groupes anarchosyndicalistes, selon les formes qu'ils déterminent eux-mêmes librement. Les outils informatiques de communication ne dérogent pas à la règle. Il faut poser le principe que les moyens

techniques ne doivent être employés que là où c'est utile et nécessaire, et dans la perspective de s'en passer sur le long terme (il faut éviter de se faire prendre dans le piège technique). La simplicité dans la conception doit être le but recherché et toute complexité non-nécessaire doit être évitée : mieux vaut plusieurs outils simples qui font chacun peu de choses, mais qui le font bien, qu'une usine à gaz complexe nécessitant une connaissance

approfondie et restreignant ainsi le nombre d'utilisateurs à quelques spécialistes. Il faut éviter la surinflation fonctionnelle. Un outil simple est plus facile à maintenir et à comprendre. Il convient d'adapter le comportement de chaque outil à celui que peut raisonnablement attendre son utilisateur. Leur mise en oeuvre doit en outre être facilement reproductible et librement mis en réseau.

Un électron libre

USA : Employee Free Choice Act

Peut-on reconstruire le mouvement ouvrier avec une loi ?

Beaucoup a été dit dans le mouvement ouvrier américain au sujet de l'Employee Free Choice Act (EFCA, Loi pour le libre choix des salariés), un projet de loi que de nombreux dirigeants syndicaux refourguent comme la solution au déclin des syndicats. Avec l'élection de Barack Obama et avec un Parti démocrate qui détient la majorité des sièges dans les deux chambres du Congrès américain, les dirigeants syndicaux ont à cœur que leurs millions de dollars de contribution qu'ils ont versé pendant la campagne électorale portent leurs fruits avec l'adoption du projet de loi.

En substance, l'EFCA viendrait modifier la législation du travail en vigueur aux États-Unis, en autorisant les syndicats à obtenir leur reconnaissance officielle sur un lieu de travail si une majorité de travailleurs signent une carte autorisant le dit syndicat à les représenter. Une fois qu'un syndicat sera ainsi accrédité, les employeurs devront commencer les pourparlers avec lui dans les dix jours. Si aucun accord n'est atteint, des médiateurs du gouvernement pourront forcer les employeurs à signer un premier accord avec le syndicat, et ce même sans vote des travailleurs. L'EFCA augmenterait également considérablement les sanctions pour les entreprises qui violeraient les droits des travailleurs, comme les licenciements pour motif syndical, dont les États-Unis détiennent le record par rapport au reste du monde industrialisé. Dans ce cas, les travailleurs pourraient recevoir jusqu'à trois fois le rappel des salaires dus et les entreprises payer une amende allant jusqu'à 20.000 dollars pour violation intentionnelle ou répétée. Il y a certainement beaucoup d'espoir aux USA dans le changement que l'EFCA pourrait apporter.

Dans un contexte bien différent de celui que nous connaissons en France, mais avec suffisamment de similitudes pour que ce qui se passe là-bas fasse écho ici, nous avons voulu savoir ce que les membres des IWW pensent de cela et nous laissons la parole à l'un d'entre eux : Nous sommes, un syndicat interna-

tional petit mais en développement, avec une vision du monde complètement différente. Pour nous, pas de vague changement tel celui promis par les deux partis [Démocrates et Républicains] lors des élections présidentielles ; nous voulons un monde sans patrons, où les travailleurs de tous les jours prennent place dans le siège du pilote et où les espoirs et les rêves d'un monde meilleur puissent être véritablement réalisés.

Peser le pour et le contre de l'EFCA

Entamons le débat sur les aspects positifs. Face aux dures réalités du chômage, de l'endettement croissant et de la longue stagnation des salaires auxquelles font face de nombreux travailleurs à travers tous les États-Unis, la simple couverture par les médias de débats portant sur les droits des travailleurs au Parlement pourrait suffire à ce que des millions de salariés envisagent l'idée d'avoir un syndicat sur leur lieu de travail ! Cela pourrait fournir une ouverture dans les débats étroits et orientés pro-business qui dominent la politique américaine. Si cela devait arriver, les membres de l'IWW seraient bien avisés de saisir cette occasion pour entrer en contact avec plus de travailleurs et pour développer notre organisation partout où nous le pourrions.

En outre, si la Loi devrait passer sous sa forme actuelle (mais elle pourrait facilement être édulcorée) les sanctions accrues pourraient nous fournir des moyens de pression sur les employeurs récalcitrants. Un

bon exemple serait celui de l'entrepôt de New York Handy Fat Trading, qui a licencié les membres de l'IWW et défié plusieurs arrêts rendus par le National Labor Relations Board (NLRB, plus ou moins équivalent des prud'hommes aux USA). La conjonction d'un débat national autour des syndicats, d'un renforcement des droits des travailleurs et d'une meilleure application des lois du travail nous aiderait.

Maintenant, discutons pourquoi je pense que nous devrions voir l'EFCA sous un jour critique. De nombreux dirigeants syndicaux vantent le projet de loi avec des arguments qui vont de "un grand pas en avant" jusqu'à "un remède qui guérira tout" et qui annoncerait une nouvelle ère de syndicalisation comme l'a été, dans les années mille-neuf-cent-trente la campagne d'organisation du Congrès des organisations industrielles (CIO).

Je pense que ces points de vue se heurtent à de sérieux arguments.

Premièrement, je suis sceptique sur le fait que ce texte passe, et pas seulement parce que Obama a nommé un gouvernement centriste composé d'anciens fonctionnaires de Clinton. La trahison du monde du travail par les démocrates et le jeu du "wait and see" (attends et tu vas voir ce qu'on va t'apporter), jouée chaque fois qu'un président Démocrate est arrivé au pouvoir, est une rivière si profonde que vous pouvez en fait l'appeler océan ! Sans grèves importantes ou d'autres actions qui commenceraient à tellement effrayer les élites des affaires qu'elles voudraient offrir un os à ronger aux travailleurs, je ne vois pas pourquoi cette histoire changerait maintenant.

Le plus grand problème avec l'EFCA, cependant, est l'utilisation des signatures pour obtenir la reconnaissance officielle du syndicat. Je

ne pense pas que cela conduira à une augmentation considérable des adhésions comme nous sommes tentés de le croire. Le Canada, par exemple, a un système similaire de reconnaissance (contrôle des cartes, application des lois d'arbitrage). Pour le moment les pourcentages de syndicalisation vont déclinant. Il y a environ 17 pour cent de syndiqués, à comparer aux huit pour cent (ou moins) des États-Unis. Malgré les lois, les entreprises canadiennes ont continué à utiliser efficacement les licenciements antisyndicaux.

L'adoption de l'EFCA par les dirigeants syndicaux est en fait l'élément le plus inquiétant à mes yeux, parce qu'il constitue un problème identique à celui qui a infecté les syndicats traditionnels lors de l'adoption de la Loi nationale sur les relations du travail (NLRA) en 1935 : ils ont échangé une plus grande facilité d'adhésion syndicale contre la paix sociale en abandonnant la combativité militante sur le terrain d'entreprise. Or, seule cette dernière est efficace pour gagner contre les employeurs. Si les syndicats sont en mesure d'obtenir leur reconnaissance par la présentation d'une pile de cartes alors qu'ils n'ont pu l'obtenir par la lutte, cela augmentera considérablement la probabilité que les grandes centrales syndicales rencontrent les employeurs à la table des négociations, avec derrière eux des travailleurs totalement passifs, alors que ce qui est nécessaire pour gagner, ce sont des comités de base bien organisés. De plus, cela aboutirait à des accords de deux ans contre lesquels les travailleurs ne seront pas en mesure de voter et qui visent à leur interdire de faire grève pendant cette période !

L'essentiel du raisonnement des leaders syndicaux quand ils parlent de reconstruction du mouvement ouvrier vise à encourager un « court-circuit », en se fondant sur les lois du gouvernement plutôt que sur le travail acharné d'organisation et sur la lutte contre les patrons chaque fois que nécessaire. Ce raisonnement se

base sur une analogie pas vraiment subtile faite entre l'EFCA et la NLRA de 1935, qui a, disent-ils, permis l'organisation massive des syndicats industriels dans le sillage de la rupture de la CIO d'avec l'AFL. Mais cette analogie ne tient pas la route. L'insurrection des travailleurs des années 1930 aux États-Unis a été un mouvement de masse. Les travailleurs ont frappé fort et occupé les usines majoritairement sans aucune direction syndicale et cela avant la formation de la CIO. Le gouvernement a réagi à cette évolution en faisant passer la loi NLRA en 1935, dans le but de refroidir les grèves perturbatrices en offrant aux travailleurs le droit de négocier collectivement. Au cours des années qui ont suivi, le CIO a ensuite été en mesure de balayer les insurgés en les intégrant dans ses rangs lorsque la vague des occupations a culminé en 1936-37. Au cours de la décennie suivante, le CIO a travaillé à sa propre « paix sociale » avec la signature de clauses de non-grève, en limitant la capacité des travailleurs à traiter de leurs doléances dans les ateliers, et en dérivant l'énergie des tra-

vailleurs vers la politique électorale. Cet arrière plan devrait être gardé à l'esprit chaque fois que nous entendons les arguments selon lesquels ce sont les lois et les représentants syndicaux qui font l'histoire et non les travailleurs eux-mêmes.

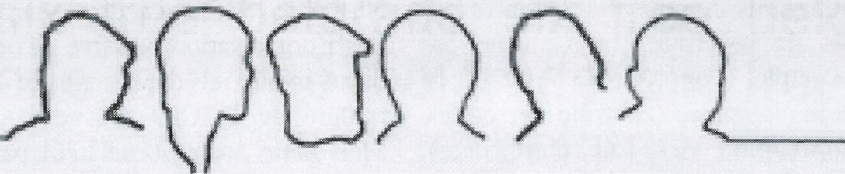
Aussi, sous quel jour les travailleurs radicaux qui veulent reconstruire le mouvement ouvrier et créer un monde nouveau, doivent-ils voir l'EFCA ? Premièrement, nous ne devrions pas retenir notre souffle ou retenir aucun de nos efforts d'organisation dans l'attente de son adoption éventuelle. Deuxièmement, même si l'EFCA devait passer, nous devons faire tous les efforts pour tirer parti de la discussion accrue sur les syndicats. Cela pourra être plus difficile dans la pratique parce que les travailleurs qui nous approcheront voudront s'organiser, mais avec l'illusion que ce serait tout à coup plus « facile » en vertu de cette nouvelle forme de reconnaissance. Surtout, nous devons rester extrêmement prudents et sceptiques quant aux promesses de l'EFCA et encore plus sceptique envers ceux qui, au sein du mouvement ouvrier, l'encouragent.

Les IWW (Industrial Workers of the Worlds) ont une organisation syndicaliste américaine, née en 1905 en réponse au réformisme du syndicat institutionnel AFL. Les IWW ont développé le "syndicalisme industriel" qui tend à regrouper dans une même organisation tous les travailleurs d'une même industrie, en opposition aux syndicats de métier de l'AFL. Les IWW sont parfois considérées à tort comme anarcho-syndicalistes, car de nombreux anarchistes y ont participé. Il existe pourtant des divergences fondamentales, notamment sur la neutralité idéologique des IWW qui acceptent en leur sein les membres de partis politiques, et également leur organisation étroitement cen-



tralisée. Les IWW ont été la seule organisation de masse ayant existé aux USA. Elle a connu son apogée au tournant des années 1910-1920, étant la première organisation regroupant blancs et noirs dans la lutte, et s'ouvrant largement aux travailleurs immigrés non qualifiés. Elle a quasi disparu dans les années 30, entre infiltrations communistes et répression étatique. Elle a ré-émergé après 1968 et connaît un petit renouveau depuis le renouveau contestataire aux USA après les événements de Seattle en 1999. Pour en savoir plus sur les IWW et le syndicalisme industriel, on peut lire la brochure que nous leur avons consacré : http://www.cntaittoulouse.lautre.net/article.php3?id_article=226

SERBIE : ÉTAT-ÉTAU, ANTI-ANTI-FA & VRAIS TERRORISTES



Le 17 février dernier s'est tenue la première journée du procès des compagnons serbes inculpés de terrorisme international (voir les trois derniers numéros d'Anarchosyndicalisme!).

La charge de terrorisme n'a pas tenu : le chef d'inculpation a été requalifié en une accusation moins sérieuse, et ils ont été remis en liberté le soir même. Le procès a été ajourné et reprendra le 23 mars prochain. L'une des premières déclarations des compagnons a été de signaler qu'un des inculpés a été torturé par la police pour lui extorquer une confession signée.

Au tribunal, l'ambiance a été celle de la solidarité ; de très nombreux amis s'y sont rendus, certains arrivant de fort loin (Italie, Allemagne, Pologne, Bulgarie, Slovénie, Croatie...). La police n'a pas laissé entrer le public, qui a dû se frayer un chemin pour accéder à la salle d'audience.

Deux amis venus en soutien y ont été arrêtés pour avoir prétendument perturbé l'audience. Ils sont accusés d'« obstruction à la justice » pour avoir arboré par la vitre donnant sur le prétoire un papier qui portait l'inscription au feutre : « L'Anarchisme n'est pas du terrorisme ». Ils ont été remis en liberté deux jours plus tard après avoir été auditionnés par le juge d'instruction. Leurs passeports (l'un est ressortissant croate, l'autre serbe mais résidant en Autriche) ont néanmoins été confisqués et ils doivent se présenter au poste de police tous les jours jusqu'à leur procès. Ils risquent une grosse amende ainsi qu'une peine allant jusqu'à trois ans de prison.

Le vendredi suivant, un concert de soutien (longtemps attendu) aux compagnons serbes a été interrompu à deux reprises. Une première fois vers minuit, suite à une alerte à

la bombe, le club s'est rempli de policiers avec leurs chiens qui se sont retirés après avoir constaté qu'il s'agissait d'une fausse alerte. Une heure et demie plus tard, le concert a été interrompu une nouvelle fois à cause d'un envoi de gaz lacrymogène à l'intérieur du petit club. Le public et les musiciens ont dû quitter la salle. Les témoins ont déclaré que la présence policière était particulièrement renforcée autour du lieu avant le concert, et bien qu'une heure et demie avant l'attaque au gaz lacrymogène ces mêmes policiers fouillaient le club, l'arrestation des auteurs des faits n'en a pas été facilitée pour autant...

Visiblement, l'échec de la première manche judiciaire n'a pas été apprécié dans les sphères du pouvoir serbe.

Cette fois, après l'attaque du concert, c'est carrément une campagne appelant au lynchage des compagnons que les nationalistes serbes ont décidé de lancer. Dans l'immeuble où vit l'un des anarchistes, des affiches ont été placardées et mentionnent : « Fais la connaissance de ton voisinage — apprend à connaître les ennemis de la Serbie ». Elles font également figurer sa photo, accompagnée de menaces plus

qu'explicites : « Il en existe pour les juger si le tribunal ne le fait pas » et « Nous savons où vous vivez, nous savons quand vous dormez ».

L'affiche est signée « anti-anti-fa » et porte le symbole de la « fierté blanche » initialement popularisé par le Ku Klux Klan, puis repris par les néo-nazis à la place de la croix gammée, dont l'utilisation est punie par la loi. Lorsque des voisins ont signalé l'apparition de ces affiches, le policier de service a déclaré : « De quoi vous plaignez-vous si le monsieur de l'affiche ne le fait pas lui-même ? »

Le pouvoir et les nationalistes serbes cherchent manifestement à intimider les compagnons, alors que ceux-ci ont clamé leur volonté de faire la lumière publiquement sur les tortures subies pendant leurs six mois de détention. Quand on sait de quoi sont capables les nationalistes serbes, qui ont lynché et tué sans vergogne le jeune supporter toulousain Brice Taton en pleine rue et en plein jour, on ne peut que se sentir inquiet.

En tout état de cause, il est clair qu'aujourd'hui l'État serbe est responsable de la mise en accusation de nos compagnons et donc à l'origine de cette campagne haineuse. Nous le tenons pour coupable de tout ce qui pourrait leur arriver.

Vasili

Le 23 mars dernier voit la confirmation du changement de la qualification de l'acte d'accusation à l'encontre des 6 compagnons de Belgrade. Ils étaient accusés de "terrorisme international". Ils sont maintenant accusés "d'avoir causé un danger général". Lors de cette seconde journée du procès, sous les regards attentifs des médias, les compagnons ont de nouveau nié leur

DERNIERE HEURE

culpabilité. L'un d'eux a déclaré que la valeur estimée à 18 euros des dégâts subis sur le bâtiment de l'ambassade de Grèce montre à l'évidence qu'on leur fait un procès politique, l'enquête ne disposant même pas d'éléments pour les accuser d'avoir "causé un danger général". Suite du procès, le 23 avril prochain avec l'audition de témoins, le réquisitoire et le plaidoyer.

¡ BASTA YA DE EXPLOTACION !

Vendredi 19 mars, des membres de la CNT-AIT de Caen se sont rassemblés devant l'agence caennaise de StartPeople pour dénoncer l'exploitation des intérimaires et plus particulièrement en solidarité avec la militante de la CNT-AIT de Saragosse licenciée par StartPeople parce qu'elle défend les intérêts des intérimaires. Une personne de l'agence StartPeople nous a interpellé et demandé des explications. Cette personne disait ne pas comprendre notre présence et démarche car elle n'était pas concernée par ce problème.

A sa question : « Pourquoi pourriez



notre agence ? », la réponse suivante lui a été faite : « StartPeople est une multinationale et notre action sur l'intérim n'a pas de frontière non plus. De plus, en attaquant une militante de l'AIT, c'est toute l'AIT qui agira. Nous sommes au début de la mobilisation et allons étudier ses suites : que StartPeople compte sur notre détermination ». Le tract ci-dessous a été diffusé à cette occasion. A suivre...

On nous parle de crise mais les banquiers, les PDG et bien d'autres continuent de percevoir des revenus faramineux. Parallèlement, la dégradation des conditions de vie des salariés, des chômeurs, etc., s'accroît. Les précaires sont particulièrement affectés par la montée du chômage ; les agences d'intérim profitent d'une main-d'œuvre corvéable, contrainte d'accepter les conditions fixées par les employeurs, au risque de ne plus se voir proposer de nouvelles missions et de se voir réprimer par POLicE EMPLOI.

Certains travailleurs refusent cette

logique et c'est pour avoir dénoncé des conditions indignes qu'une militante de la CNT-AIT de Saragosse (Espagne), salariée de STARTPEOPLE, a été licenciée de manière illégale. En effet, courant novembre 2009, les travailleurs de la dite entreprise d'intérim ont reçu un courrier remettant en cause les contrats de travail antérieurs et dégradant leurs conditions de travail, sous la menace d'être licencié ou non renouvelé. Chez STARTPEOPLE, lutter contre la dégradation des conditions de travail vaut motif de licenciement

A Caen, en Espagne ou ailleurs, les

CONTRA LA PIRATERIA EMPRESARIAL

 **startpeople**
COMPAÑERA READMISIÓN

c/Miguel Servet, 34-36
Zaragoza



<http://aragon.cnt.es>

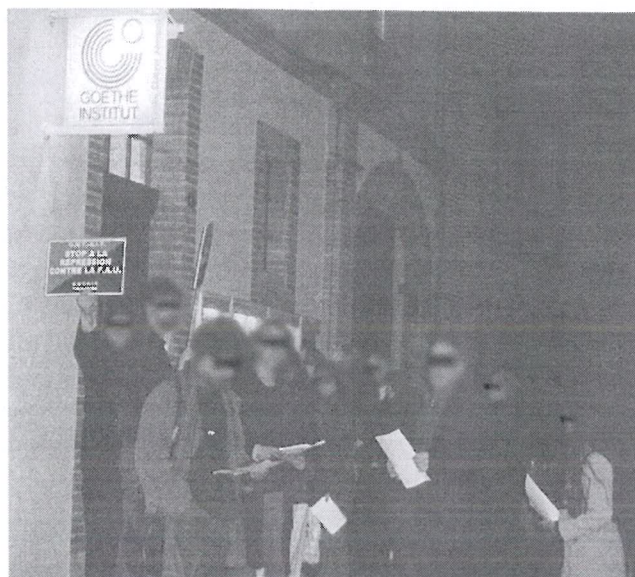
mêmes attaques, par les mêmes capitalistes. Face à cette situation, deux postures s'offrent aux opprimés et exploités : se soumettre ou lutter pour notre dignité. Le capitalisme n'a pas de frontière : notre combat non plus et c'est pour cette raison que nous, anarchosindicalistes organisés au sein de l'Association Internationale des Travailleurs, mettons en avant la solidarité internationale.

Stoppt die Repression gegen die FAU-IAA Berlin!

Des militants de la CNT-AIT de Toulouse se sont rassemblés devant le Goethe Institute qui proposait ce soir-là une soirée cinéma. À cette occasion, nous avons déployé des pancartes afin d'informer les passants de la raison de ce regroupement. Le tract rédigé par les compagnons anarchosindicalistes de Paris a été distribué, et a été très bien perçu par les personnes présentes. Certains militants ont alors eu l'occasion de discuter avec un public assez jeune, qui attendait là le début de la séance.

Bien que parfois certaines personnes puissent accueillir avec perplexité les sollicitations extérieures, notre action symbolique n'est pas passée inaperçue. Elle a été l'occasion de révéler les pressions subies par nos compagnons de la FAU et de faire prendre conscience aux personnes présentes de certaines réalités actuelles.

Après avoir distribué notre tract à l'extérieur, quelques-uns de nos militants sont entrés dans le Goethe Institute pour pouvoir « toucher » les personnes à l'intérieur et pouvoir ainsi dialoguer avec certaines d'entre elles. Avec l'accord du personnel, nous en avons profité pour y laisser quelques tracts à la disposition des personnes qui se rendraient les jours suivants à ce lieu « culturel ». Une fois la séance cinéma commencée, nous avons collé quelques affiches autour du bâtiment, puis nous avons quitté les lieux.





Green Way est une société cotée en Bourse possédant des dizaines de restaurants végétariens en Pologne. Il s'agit d'une franchise qui rapporte; Au vu de ses bilans financiers, les actionnaires principaux ramassent beaucoup d'argent. On comprend pourquoi : heures impayées, heures supplémentaires forcées, privation de pauses, non-paiements, infractions aux normes d'hygiène et de sécurité. ... Comme vous pouvez l'imaginer, les jeunes, souvent des femmes, qui acceptent ces boulots ne connaissent habituellement pas leurs droits et beaucoup d'entre eux désespèrent de trouver un emploi ; la plupart ont fini par partir sans toucher le moindre salaire.

Aussi la ZSP, toute jeune section polonaise de l'AIT, mène une campagne en direction des travailleurs débutants et des étudiants sur la question. Quelques anciens et actuels employés de Green Way se sont mis à résister et ont rejoint la campagne menée par la ZSP. Des piquets ont été organisés devant des restaurants afin d'informer la clientèle des conditions d'exploitation et de l'appeler à les boycotter. A Wroclaw, le collectif Food Not Bombs a rejoint la ZSP et, avec le slogan «*Travail gratuit Bouffe gratuite* », les activistes ont donné de la nourriture à l'entrée du restaurant bloqué, ce qui n'a pas été du goût du patron !



Le cheval de Troie, c'est la social-démocratie

La social-démocratie, chaque fois qu'elle a eu l'occasion d'accéder au pouvoir, s'est toujours évertuée à servir au mieux les intérêts des capitalistes, à assurer un profit maximal à une minorité d'exploiteurs. La social-démocratie a toujours été au service de la bourgeoisie et contre les prolétaires. Un des derniers exemples en date est celui du Chili. De l'avènement de Bachelet à la fin de son mandat, les compagnons de la région Chili ont pu constater un accroissement de la répression, et pas seulement contre eux mais aussi contre le prolétariat en général.

Bachelet et sa clique ont été un véritable cheval de Troie utilisé par le capitalisme contre la classe ouvrière et les femmes de cette région du monde. Elle qui se présentait comme une véritable alternative ! En fait, il y a eu duperie ; et qui en supporte les conséquences ? Toujours le petit peuple.

À la suite du tremblement de terre, environ 10 000 militaires ont été déployés dans les zones les plus affectées par le désastre. Non pas pour aider la population mais pour restaurer "l'Ordre", avec un grand "O" : couvre-feu de 21 heures à 6 heures du matin pour des gens dont l'habitat est en grande partie détruit ! Et couvre-feu qu'ils font scrupuleusement respecter par les armes. On n'avait plus vu ça depuis la dictature de Pinochet. Faire respecter l'Ordre, c'est surtout s'attaquer aux "pillards". Et les pillards, pour Mme Bachelet, ce ne sont pas les banquiers qui ruinent la planète, ce sont les pauvres gens, tous ceux qui vivent dans les "poblaciones" (bidonvilles), dont les masures ont été effondrées, et qui n'ont rien à manger ! Chaque membre du gouvernement y va de son petit commentaire du genre "*Ce n'est pas que de la nourriture qu'ils volent*" ou "*Ils prennent télévisions et équipements de musique, que l'on ne vienne pas me dire que c'est pour manger*" (Jacqueline van Rysselberghe, mairesse de Concepción, seconde ville du pays). Ils font preuve d'un véritable mépris pour les plus démunis. Pendant qu'ils causent, les vivres n'arrivent pas ! Dans cette catastrophe, la restauration de l'Ordre est avant tout une chasse aux plus pauvres.

Mais ce n'est pas quelque chose de récent. De la répression de 1907, à Iquique à celle de 2007, dans la région de Bio-Bio (un nom qui aurait dû déclencher à lui seul la solidarité de tous les « "verdâtres" », qui s'en sont bien abstenus), les répressions, menées par tous les partis politiques, y compris les sociaux-démocrates, sont légion. À Bio-Bio, des travailleurs forestiers se sont mis en grève pour de meilleurs salaires et pour de meilleures conditions de travail. S'ensuivit une répression brutale de la part de la police, qui a tué un travailleur et grièvement blessé sa compagne (qui a perdu un oeil !). L'intendante de la région, María Soledad Toha, a soutenu sans réserve les policiers en expliquant bien à la presse que ces travailleurs agissaient dans l'illégalité. L'affaire a été classée sans suite.

Nos compagnons anarchosyndicalistes, anarchistes, et autres, ont aussi fort à faire avec la répression qu'ils subissent. Certains d'entre eux sont emprisonnés pour avoir simplement collé des affiches ou appelé à une manifestation ou à d'autres actions de militantisme. La répression, légalisée par une loi antiterroriste, et le harcèlement poursuivent une escalade frénétique. Voici comment les illusions sur la social social-démocratie et le mythe d'un "camp de gauche" demeurent la meilleure arme de la contre-revolution.

Il est important et utile de dénoncer les fumistes qui prétendent changer le système de l'intérieur.

Chilenito

UN MOUVEMENT SOCIAL OUBLIÉ

Il existe dans l'histoire du mouvement ouvrier mondial des luttes oubliées, mais qui méritent d'être rappelées pour la mémoire, le patrimoine des exploités dans le monde entier.

Le 21 décembre 1907, à Iquique, port de l'extrême nord du Chili, des centaines de travailleurs chiliens, péruviens et boliviens furent massacrés par l'armée et la marine chilienne devant les portes de l'école Santa María. C'est ainsi qu'un gouvernement oligarchique noya dans le sang la « grande grève » de la province de Tarapacá, un mouvement social spontané mais qui s'appuyait sur des organisations ouvrières en formation.

En ce début de XXème siècle, à la veille du premier centenaire de l'indépendance nationale, la « question sociale » est brûlante au Chili. Tant la classe dirigeante que l'Etat baignent alors dans un contexte global de grande prospérité ; mais, dans les mines de salpêtre, d'argent, de charbon et de cuivre, dans les entreprises portuaires, dans les usines de Santiago, de Valparaíso, de Viña del Mar, de Concepción et d'autres villes, les conditions d'exploitation étaient ignobles. Ainsi, les mineurs travaillaient 12 à 14 heures par jour, sept jours sur sept.

Le salaire n'était pas payé en monnaie courante, mais en jetons, une monnaie créée par le patronat. Les mineurs pouvaient les changer contre de la monnaie chilienne une fois par semaine mais à un niveau de change défavorable. Pour survivre, ils n'avaient d'autre choix que de s'endetter auprès de l'entreprise qui les employait, ce qui accentuait leur dépendance. Celle-ci était renforcée par le système de la pulpería, un magasin où le mineur devait acheter, plus cher, ce dont il avait besoin.

Dès lors, une classe ouvrière qui commence à adhérer aux idéaux du socialisme et de l'anarchisme est en voie de constitution. Le 4 décembre, plus de trois cents travailleurs du chemin de fer se mettent en grève à Iquique. Les ouvriers du port en font autant le 5 décembre, suivis par ceux de plusieurs industries. Leur comité de grève établit leurs revendications, plutôt modérées : l'abolition du système du jeton, la fin du monopole de la pulpería, l'augmentation des salaires sur la base d'un change fixe, l'arrêt des licenciements pour motif de grève, des conditions de travail sûres, une allocation financière en cas d'accident, des cours du soir pour les travailleurs. Les concessions de certains patrons et le manque de coordination entre les grévistes affaiblissent le mouvement.

Très vite cependant, la situation change radicalement. Le 10 décembre, les ouvriers de la salpêtrière de San Lorenzo entament à leur tour une grève et, deux jours plus tard, face au refus de l'entreprise de satisfaire leurs demandes, une poignée d'entre eux se dirige vers la salpêtrière la plus proche, Santa Lucía, pour en paralyser l'activité. L'exemple est imité, et, ainsi, parcourant un des déserts les plus arides du monde, les ouvriers étendent le mouvement. Dans les jours suivants, de plus en plus d'officinas voient leur activité paralysée. Les travailleurs estiment que, pour obtenir une réponse à leurs revendications, ils doivent descendre à Iquique, où se trouvent les représentants des compagnies

anglaises, chiliennes, allemandes, espagnoles et italiennes qui font de gros bénéfices grâce à l'exploitation de la fabuleuse richesse du nitrate arrachée par le Chili au Pérou et à la Bolivie durant la guerre du Pacifique (1879-1884).

Leur calme, leur détermination et leur discipline contrastaient avec les calomnies de la presse aux ordres du patronat, qui les présentaient comme des bandits. Après avoir marché toute la nuit, le premier groupe d'environ deux mille ouvriers entre dans la ville le dimanche 15 décembre à l'aube. L'intendant provisoire tente de convaincre les ouvriers de repartir en laissant à Iquique une délégation qui participera aux négociations. Les travailleurs refusant de quitter la ville tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites, les autorités imposèrent alors aux grévistes de se regrouper dans l'école Domingo Santa María. 8 000 personnes s'y retrouvèrent. 1 500 autres dormaient dans des tentes sur une place.

Pendant ce temps, des milliers de travailleurs de la pampa – certains avec femmes et enfants – continuent d'affluer en train et à pied à Iquique. Leur présence revigore le mouvement de grève des ouvriers de la ville, qui, le 16 décembre, s'unissent aux travailleurs du salpêtre, constituant ainsi un Comité central de la pampa et du port unis. Ce même jour, le gouvernement donne l'ordre aux autorités locales d'empêcher l'arrivée de nouveaux pampinos. De forts contingents militaires sont envoyés à Iquique. L'école et la place furent encerclées et des mitrailleuses mises en place. Dans l'un des navires en provenance de Valparaíso se trouvent l'intendant

en titre, Eastman, et le général d'armée Roberto Silva Renard.

Le 21 décembre, peu avant 14 heures, Eastman donne l'ordre au général Silva Renard de faire évacuer l'école Santa María, où se trouvent quelque cinq mille grévistes, auxquels s'ajoutent environ deux mille autres réunis sur la place Montt en un meeting permanent face à l'établissement. Le comité de grève refuse de quitter les lieux. Silva Renard fait alors avancer deux mitrailleuses pour les placer devant l'école.

A 15 h 45 commencent les tirs de mitrailleuse, suivis de coups de fusil continus. Les balles traversent plusieurs corps et les fragiles murs de bois de l'école. Lorsque la fusillade cesse, l'infanterie entre dans l'école en ouvrant le feu sur les ouvriers. Ceux qui fuient sont poursuivis par les militaires à cheval. Les personnes arrêtées – de six mille à sept mille – sont poussées à la hâte vers l'hippodrome par les soldats, qui y commettent de nouveaux assassinats.

Concernant le nombre de victimes, le gouvernement ne reconnaîtra que cent vingt-six morts et cent trente-cinq blessés, mais la presse ouvrière et plusieurs témoins corrigeront cette estimation largement à la hausse. Les autorités provinciales ont rapidement organisé le retour des gens de la pampa vers leurs lieux de travail, et le gouvernement central a mis quelques bateaux à la disposition de ceux qui désiraient gagner le centre du pays. Parallèlement, la censure de la presse était officialisée, tandis qu'on ouvrait la chasse aux militants ouvriers – spécialement anarchistes – qui avaient réussi à s'échapper. De nombreuses arrestations eurent lieu.

La « grande grève » de Tarapacá a été noyée dans le sang par l'Etat sans qu'il y ait aucune démonstration de violence de la part des travailleurs. Jusqu'au coup d'Etat de

1973, on se souviendra du massacre de l'école Santa María comme de la page la plus noire de l'histoire du mouvement ouvrier chilien.

Mais pourquoi une telle tuerie ? Ce massacre ne fut pas le résultat d'une panique incontrôlée. La décision de mitrailler les grévistes avait été adoptée préalablement au cas où ceux-ci refuseraient de quitter l'école. Le ministre de l'intérieur, le reconnu devant la Chambre des députés : les événements du 21 décembre « ne furent pas dus à un acte spontané, commis par légèreté coupable et inhumaine. Chacune des autorités, évaluant l'ampleur des malheurs qui pourraient survenir (...), a très bien pesé ses décisions (...), et il fallut recourir à des méthodes extrêmes et douloureuses, que les circonstances difficiles rendaient, malheureusement, inévitables ».

Bien que pacifique, le défi lancé par le mouvement ouvrier était intolérable pour le pouvoir civil et militaire : « Il fallait faire couler le sang de certains rebelles ou abandonner la ville au bon vouloir des factieux qui font passer leurs intérêts et leurs salaires avant les grands intérêts de la patrie. Face à ce dilemme, les forces de la nation n'ont pas hésité », déclara Silva Renard.

Il s'agissait donc d'une action ponctuelle de « guerre préventive » contre les travailleurs. Plus qu'une menace en soi, la « grande grève » de Tarapacá représentait un danger latent en raison du mauvais exemple qu'aurait signifié une attitude de faiblesse de l'Etat et des patrons.

Cette tuerie fut l'expression la plus cynique de l'ordre oligarchique qui régnait au Chili

au début du XX^{ème} siècle. Dans toute l'histoire du pays, le pouvoir avait rarement dévoilé son vrai visage comme à cette occasion. Au cours des années suivantes, le conflit entre les classes sociales s'intensifia. Les travailleurs les plus lucides commencèrent à percevoir plus clairement que l'Etat était du côté des patrons et que, de ce fait, tout en renforçant l'autonomie et l'unité de leurs organisations sociales, ils devaient affronter la bourgeoisie au-delà du terrain de l'entreprise. C'est ainsi que virent le jour le Parti ouvrier socialiste (1912) ; la Fédération ouvrière régionale du Chili, syndicat anarchiste (1913) ; et la branche chilienne du syndicat, d'orientation syndicaliste révolutionnaire, Industrial Workers of the World (1919).

Du côté de la bourgeoisie, la prise de conscience s'accéléra quant à la nécessité d'utiliser prioritairement les armes de la politique – lois sociales, politiques d'assistance, dialogue et cooptation – pour faire face au mouvement ouvrier. La « guerre préventive » ne serait qu'une option en cas de nouveau besoin. C'est ainsi que, à l'aube du XX^{ème} siècle, la tuerie de l'école Santa María obligea les acteurs du drame social chilien à redéfinir leurs stratégies pour les batailles à venir.

El Sudaca.

Pour en savoir plus, voir dans Le monde diplomatique l'article de Sergio Grez Toso) et sur le site de L.O. celui de Jacques Fontenoy. Une fois n'est pas coutume, ils nous semblent objectifs dans l'ensemble.



Que faire ?

Le réseau fédéral de la CNT-AIT offre de nombreuses possibilités d'activités pour l'anarchosyndicalisme. De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.

Réfléchir au soleil

Comme les années précédentes, nous sommes en train d'organiser notre camping estival. Cette année, il se tiendra du dimanche 1er au dimanche 8 août dans une campagne de Midi-Pyrénées. Ce camping est ouvert aux sympathisants qui le souhaitent. Si cela est votre cas, contactez nous en envoyant tout simplement un mot au journal ou un mail. Cette semaine offre l'occasion de disposer de moments de discussion sans les contraintes habituelles de temps, que ce soit pour des échanges interindividuel ou pour les débats collectifs. C'est donc un moment de réflexion, d'élaboration militante collective mais aussi de détente au gré de chacun : tourisme culturel, farniente, baignade en rivière, activités physiques... le site offre de multiples possibilités. Habituellement, le repas du soir est organisé collectivement et suivi d'un débat dont le thème est choisi par l'A.G. des campeurs. Il est possible de venir seul, avec des copains, en famille... à pied, à cheval (il y en a eu l'an dernier...) en voiture ou en transport en commun. En ce qui concerne le coût, nous le maintenons au plus minime possible. N'hésitez pas à vous renseigner.

Etre solidaire

Participez à la campagne de solidarité avec les 6 anarchosyndicalistes serbes. Le pouvoir a dû reculer, mais le combat se poursuit. **Envoyez votre solidarité financière par chèque à l'ordre de CNT AIT, mention "Solidarité Belgrade au dos", à :**

CNT-AIT, 108 rue Damrémont 75018 PARIS

Pour en savoir plus sur la campagne internationale

<http://asi.zsp.net.pl/free-the-anarchists/>

et sur la campagne nationale :

*Envoyer un mail à : **contact@cnt-ait.info***

Se tenir informé, tchatcher

- S'abonner à la liste de diffusion internet :

<http://liste.cnt-ait.info>

Elle vous permet de rester au courant et en liaison avec nous. C'est gratuit.

- Tchatcher sur le forum de la CNT-AIT de Caen **<http://cnt.ait.caen.free.fr/>**

forum/

- Ecouter et faire écouter des textes de la bibliothèque sonore libertaire (c'est également gratuit) : **AnarSonore.free.fr**

- Enrichir AnarSonore en enregistrant de nouveaux textes (classiques, articles...)

Diffuser

- Diffuser *Anarchosyndicalisme !* autour de vous. Prenez contact avec le journal par mail à **redaction.journal@yahoo.fr** ou à notre adresse postale. Les conditions sont étudiées en fonction des possibilités de chacun.

- Diffuser le bulletin *Un autre futur*. Supplément à *Anarchosyndicalisme*, il paraît bimestriellement en alternance. Destiné à une diffusion plus massive, il

publie essentiellement des articles courts et plus accessibles à un lecteur non militant. Vous pouvez obtenir, sur simple demande auprès du syndicat de Toulouse une version électronique qui vous permettra de le reproduire (éventuellement, des versions papier). Le prochain numéro paraîtra en mai 2010. Vous pouvez également proposer des articles (compte rendus de luttes...)

Nous rencontrer, nous écrire

- Nous avons le plaisir de vous annoncer la réactivation du syndicat de l'Yonne de la CNT-AIT. Le GASY (Groupe Anarchosyndicaliste de l'Yonne, c'est son nom) se donne pour objectif de développer les idées et les pratiques anarchosyndicalistes dans ce département, et invite toutes les personnes intéressées par ce projet à prendre contact. Pour se faire vous pouvez utiliser la rubrique contact de leur site internet (**<http://gasycn-tait89.over-blog.com>**). Vous pouvez aussi leur envoyer un courrier via le syndicat de Paris qui fera suivre, dans l'attente que le syndicat dispose de sa propre boîte postale. Salutations communistes libertaires

- Paris : CNT-AIT, 108 rue Damrémont 75018. Adresse mail : **contact@cnt-ait.info** / Tables de presse régulières dans les XIX et XVIIIème arrondissements.

- Bonne nouvelle également en Midi-Pyrénées avec l'adhésion à la CNT-AIT du syndicat anarchosyndicaliste SIA du Gers avec lequel vous pouvez prendre contact à l'adresse **sia32@no-log.org**. Vous

pouvez également écrire à Toulouse qui transmettra.

- Montauban : contact les samedis : le matin (10h15 à 12h) au marché du jardin des plantes.

- Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St rémésy 31000. Permanences tous les samedi 17 h. Egalement aux puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques ailleurs.

- Quercy-Rouergue et autres départements de Midi-Pyrénées : écrire au journal qui transmettra.

- Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Permanences le samedi après-midi à partir de 15h.

- Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).

- Lyon : Contact : Gé ou Rob, Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.

- Chalons-sur-Saône : CNT-AIT, Maison des syndicats, 2, rue du Parc 71100.

- Lille : **cnt.ait.lille@no-log.org**

- St nazaire : écrire au journal.

DEUX ACCIDENTS DU TRAVAIL MORTELS

Le premier, même en étant sourd et aveugle, vous n'avez pas pu y échapper : éditions spéciales, visite et discours ministériel, visite et discours présidentiel, parole largement donnée aux collègues et aux représentants syndicaux dans les médias, présence d'un chef de gouvernement étranger lors des obsèques, promesses de répression accrue contre les coupables, commentaires attendris dans la presse... Rien n'a manqué !

Le second, si vous en avez entendu parler, c'est que vous êtes vraiment bien informé : pas un seul ministre, encore moins de président, pas même un simple sous-préfet, aucune interview des camarades de travail sur les ondes, pas de délégation officielle aux obsèques, impunité garantie pour les coupables, quelques lignes dans la presse locale... Circulez, y'a rien à voir !

Pourtant, dans les deux cas, c'est bien la même chose qui s'est produite : un homme est mort des suites de son travail.

aurait quand même pu mériter un petit quelque chose... comme tous les copains du bâtiment et d'autres industries qui meurent, tous les ans, et qui sont eux victimes de l'exploitation, victimes de leurs conditions de vie, et pourquoi pas finalement eux aussi, « victimes du devoir ».

POLICIERS :

9 morts en 2009,

OUVRIERS DU BATIMENT :

155 morts en 2008

SANS DOMICILE FIXE :

au moins 74 morts pour le seul 1^{er} trimestre 2010 dont 4 enfants

NOUS SOMMES TOUS ÉGAUX DEVANT LA MORT, MAIS IL Y A DES MORTS MOINS ÉGAUX QUE D'AUTRES !

Oui, mais voilà, un de ces hommes était un "simple" ouvrier du bâtiment*, l'autre un policier. Même sans être anarchosyndicaliste, avec cette simple indication sur leurs professions respectives, vous avez compris lequel n'a eu droit à rien.

L'un a été traversé d'une balle, l'autre s'est écrasé au sol : une chute de trente mètres. Horrible, non ? Certes, ce n'était qu'un simple intérimaire, certes, il portait un nom qu'un sénateur UMP pourrait juger pas issu "du corps français traditionnel", mais quand même, quand on voit la débauche de réactions pour le premier, on peut estimer que le deuxième

Justement, c'est bien de ça qu'il s'agit. Les chiffres des amis de la police indiquent que, de 1971 à nos jours, "on peut estimer à 620 environ le nombre de policiers français ayant trouvé la mort en service". Un peu plus de 600 morts, en presque quarante ans, ça fait une moyenne de 21 par an. C'est une moyenne sur une longue période (qui inclut manifestement les accidents de la route...) car les choses ont changé et les chiffres actuels sont infiniment plus modestes : 7 morts en 2009.

Comparons. Les chiffres, officiels de la CNAM concernant les ouvriers du bâtiment indiquent, pour la période allant de 1990 à 2008 (je n'ai rien trouvé depuis 1971) un total de 3 420 morts, soit une moyenne de 180 morts par an,... pratiquement 8 à 9 fois plus que les policiers si l'on prend l'hypothèse la plus large ! Et si l'on compare la dernière année connue pour le bâtiment (2008 avec 155 morts) et le chiffre de 7 policiers morts en 2009, on voit qu'il y a pas photo : 22 fois plus de morts dans le bâtiment que dans la police. Et dire qu'aucun ministre ne s'en est aperçu...

_1- Il s'appelait Fernandes Morera. Il avait 23 ans. Il est mort le 17 mars 2010, écrasé au sol après une chute de 30 mètres. Il construisait un bâtiment industriel pour Airbus à Blagnac (31). La nacelle dans laquelle il travaillait s'est décrochée. Il n'y a même pas eu une minute de grève sur le chantier.

MORTS DE MISERE

Entre le 1er janvier 2010 et le 23 mars, au moins 74 personnes dites « sans domicile fixe » sont mortes de misère en France, assassinés par la veulerie institutionnelle : mortes de froid, mortes de privation, mortes dans l'incendie de leur cabanne, comme ces deux enfants de 8 et 9 ans brûlés vifs dans leur bidonville ce 16 mars à Saâcy-sur-Marne (Seine-et-Marne). Aucun ministre du logement, ou de la jeunesse ou d'autre chose - ni même un simple Haut commissaire aux solidarités - n'a été empêché de dormir ni n'a senti le besoin de faire le déplacement.